

# EasyJet tire profit des malheurs de ses concurrentes low cost

## AÉRIEN

Alors que plusieurs compagnies low cost ont fermé boutique en 2018, easyJet affiche un trafic et des résultats annuels en forte hausse.

Bruno Trévidic  
@BrunoTrevidic

Si l'année 2018 compte plusieurs victimes dans les rangs des compagnies low cost européennes, elle compte aussi quelques grands gagnants, parmi lesquels la britannique easyJet. La compagnie orange a publié mardi des résultats annuels en forte hausse pour l'exercice 2017-2018 clos à la fin septembre, avec un bénéfice avant impôts de 578 millions de livres (650 millions d'euros) en progression de 41 % sur un an, pour un chiffre d'affaires de 5,9 milliards, en hausse de 16,8 %.

Comme la plupart des compagnies européennes, easyJet a bénéficié de la très bonne tenue de la

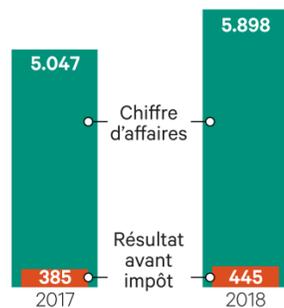
demande cet été, après un premier semestre marqué par les grèves du contrôle aérien et les problèmes d'exploitation. Mais elle a également bénéficié de la disparition de Monarch Airlines au Royaume-Uni et d'Air Berlin en Allemagne, dont elle a repris 25 appareils et un millier d'employés à Berlin, ainsi que des problèmes sociaux de Ryanair. Et selon le « Financial Times », easyJet s'intéresserait également à son concurrent britannique Flybe, en quête de repreneurs.

### 20 millions de passagers en France

Au total, son trafic annuel a augmenté de 10,2 % sur l'exercice, pour atteindre 88,5 millions de passagers. Ce qui place easyJet au deuxième rang des compagnies européennes, derrière Ryanair. Et parmi les principaux moteurs de la croissance d'easyJet figure toujours la France, deuxième marché d'easyJet après le Royaume-Uni. « Nous avons encore connu une très bonne année, avec l'ouverture de 32 nouvelles lignes en

### Les chiffres clés d'easyJet

En millions de livres



\* LES ÉCHOS / SOURCE : SOCIÉTÉ

France et un trafic en hausse de 7,1 % sur l'année fiscale, avec plus de 20 millions de passagers transportés, souligne François Bacchetta, le directeur France d'easyJet. Nous avons conforté notre position de deuxième compagnie aérienne en France, derrière Air France, avec 15,6 % de part de marché total et 40 %

du marché low cost, loin devant Ryanair, Transavia et les autres. »

Malgré les inquiétudes liées au Brexit, ses dirigeants se disent optimistes pour 2019. Le niveau de réservations pour l'été prochain serait déjà « légèrement supérieur » à celui de l'an dernier. La compagnie s'est en outre préparée pour faire face au Brexit, en immatriculant plus d'une centaine d'appareils en Autriche, via une filiale locale, qui pourront continuer à opérer des vols intra-européens même en cas de Brexit sans accord. Preuve de cet optimisme, la compagnie a d'ailleurs annoncé, mardi, la commande de 17 Airbus A320 supplémentaires, qui s'ajouteront aux 468 Airbus qu'easyJet a déjà commandés depuis sa naissance.

EasyJet prévoit également de poursuivre sa croissance en France « à un rythme supérieur à celui du marché », selon François Bacchetta. Outre l'ouverture annoncée d'une nouvelle base à Nantes – la 7<sup>e</sup> dans l'Hexagone – au printemps, easyJet annoncera de nouvelles destinations et des fréquences supplémen-



La compagnie a annoncé, mardi, la commande de 17 Airbus A320.

Photo Shutterstock

taires en décembre. « La France reste sous-connectée », assure le patron d'easyJet en France. « Sur nos 250 lignes en France, la moitié n'existait pas », rappelle-t-il.

### Partenariat avec Emirates

EasyJet compte aussi sur le développement de son partenariat commercial avec Emirates pour récupérer un peu de croissances supplémentaires à Londres. Les passagers de la compagnie de Dubaï, qui avaient déjà la possibilité d'utiliser leurs miles sur les vols d'easyJet, peuvent désormais réserver simultanément les vols easyJet en corres-

pondance à Londres-Gatwick. Un partenariat qui pourrait être étendu un jour à Roissy-CDG.

Au chapitre des risques, easyJet a néanmoins souligné le renchérissement de sa facture pétrolière en 2019, qui devrait augmenter de plus de 100 millions de livres sur l'exercice. Parmi les craintes d'easyJet figure également la répétition des grèves de certains centres de contrôle aérien français, qui ont retardé ou empêché pas moins de 20.000 vols d'easyJet en 2018.

Lire « Crible »  
Page 41

## annonces judiciaires & légales

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE  
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
Bureau de l'Environnement, des Installations Classées et des Enquêtes Publiques

**RAPPEL - AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE COMMUNE DE NANTERRE**  
**AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE CONJOINTE RELATIVE AUX EMPRISES NECESSAIRES AU PROJET DE REQUALIFICATION DU SECTEUR « NEUILLY-DIDEROT »**

Par arrêté préfectoral, il sera procédé du lundi 19 novembre 2018 – 9h00 – au vendredi 21 décembre 2018 – 12h00 – inclus, soit pendant 33 jours consécutifs, à une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, conjointe à une enquête parcellaire, au bénéfice de la société SOREQA, concernant le projet de requalification du secteur « Neuilly-Diderot » à Nanterre.

Cette opération concerne une seule commune du département des Hauts-de-Seine : Nanterre. Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Nanterre – direction de l'aménagement et du développement - 130 rue du 8 mai 1945 – Tour A – 12<sup>ème</sup> étage – 92000 NANTERRE, où les observations peuvent être adressées par écrit à l'attention personnelle du commissaire enquêteur. Ces observations seront annexées au registre d'enquête.

Monsieur Alain Brun, ingénieur divisionnaire TPE en retraite, a été désigné par le tribunal administratif de Cergy-Pontoise comme commissaire enquêteur.

Il se tiendra à la disposition du public avec le dossier d'enquête publique et les registres d'enquête permettant à chacun de consigner éventuellement ses observations, lors des quatre permanences qu'il assurera à la mairie de Nanterre – direction de l'aménagement et du développement - 130 rue du 8 mai 1945 – Tour A – 12<sup>ème</sup> étage – 92000 NANTERRE :

- Mardi 20 novembre 2018 de 9h30 à 12h00
- Jeudi 6 décembre 2018 de 14h30 à 17h30
- Jeudi 13 décembre 2018 de 14h30 à 17h30
- Vendredi 21 décembre 2018 de 9h30 à 12h00

Pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 19 novembre 2018 au vendredi 21 décembre 2018 inclus, un exemplaire du dossier soumis à enquête publique (déclaration d'utilité publique et parcellaire) ainsi que des registres d'enquête seront mis à disposition du public, qui pourra y consigner ses observations, à la mairie de Nanterre – direction de l'aménagement et du développement - 130 rue du 8 mai 1945 – Tour A – 12<sup>ème</sup> étage – 92000 NANTERRE, accessible aux jours et horaires suivants :

- les lundis, mardis, mercredis, vendredis de 9h00 à 12h00,
- les jeudis de 13h30 à 17h30.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à disposition du public, à réception et pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la préfecture des Hauts-de-Seine, à la mairie de Nanterre et au siège de l'EPT Paris Ouest La Défense, ou pourront être consultés sur le site Internet de la préfecture des Hauts-de-Seine : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/Publications/Annonces-avis/Enquetes-publiques/Enquetes-publiques-2019/NANTERRE>

Le projet de requalification du secteur « Neuilly-Diderot » à Nanterre fera l'objet d'une déclaration d'utilité publique, au bénéfice de la société SOREQA, prise par arrêté du Préfet des Hauts-de-Seine, ou d'une décision de refus.

Par ailleurs, le projet fera également l'objet d'un arrêté de cessibilité pris par le préfet des Hauts-de-Seine, au bénéfice de la société SOREQA, ou d'une décision de refus.

Des informations sur le présent projet peuvent être demandées au responsable du projet :

Madame la directrice générale  
De la société SOREQA  
Sous-direction des actions foncières  
Monsieur Amin DERRAS  
Tél : 01 40 23 70 47  
8 boulevard d'Indochine - 75019 PARIS

Les personnes intéressées autres que le propriétaire, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes sont tenues de se faire connaître à l'expropriant dans un délai d'un mois, à défaut de quoi elles seront, en vertu des dispositions des articles L 311-1 à L 311-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, déchues de tous droits à l'indemnité.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le sous-préfet  
Directeur de cabinet  
Mathieu DUHAMEL

EP18-516

enquête-publique@publilegal.fr

La ligne de référence est de 40 signes en corps minimal de 6 points didot.

Le calibrage de l'annonce est établi de filet à filet.

Les départements habilités sont 75, 91, 92, 93, 94, 95 et 69.

## Newrest poursuit une croissance saine et régulière

### SERVICES

Le groupe toulousain a remporté de beaux contrats de restauration dans l'aérien et le ferroviaire.

Martine Robert  
@martinRD

Newrest, l'un des leaders mondiaux de la restauration multisecteur, a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 1,38 milliard d'euros sur son exercice 2017-2018, clos le 30 septembre, en croissance de 8,5 %. Le groupe toulousain, qui sert plus de 1 million de repas chaque jour dans 49 pays, a enregistré une progression dans l'ensemble de ses activités, et plus particulièrement dans le catering aérien (y compris le duty free à bord), en hausse de 16 %.

Ce segment très concurrentiel représente désormais 42 % de son chiffre d'affaires, contre 38 % en 2017. Newrest a lancé de nouvelles unités aux Etats-Unis, à Raleigh et Salt Lake City, servant quotidienne-



La société a remporté le marché du train à grande vitesse au Maroc, dont la première ligne relie Tanger et Kenitra. Photo Newrest

ment 250 vols de la compagnie Delta Air Lines. Idem à Montréal avec la conquête d'Air Canada pour dix ans, et au Royaume-Uni, avec celle de British Airways à Londres-Gatwick pour 10 ans également, tandis que l'entreprise a aussi récupéré de nouveaux contrats avec United. Seul point noir : le catering aérien demeure déficitaire en France.

Dans la restauration collective et les bases-vie, l'activité se présente bien aussi pour Newrest, le tout

pesant 33 % du chiffre d'affaires, contre 30 % en 2016.

« Nous sommes présents seulement depuis trois ans dans la restauration collective en France et celle-ci atteint déjà les 100 millions d'euros ; nous avons signé avec un leader de l'hospitalisation privée, de grands groupes d'enseignement privé, ou encore le centre d'entraînement du Paris Saint-Germain », précise Olivier Sadran, coprésident-fondateur de Newrest, détenu encore à 89 %

par son management. « Quant à notre activité de bases-vie à l'international, elle a été relancée par la hausse des matières premières », se félicite-t-il. Newrest a d'ailleurs constitué un vivier de jeunes diplômés qui sont accompagnés pendant un an par un tuteur, avant de prendre les commandes de bases-vie.

### 1,9 milliard avec l'Arabie saoudite

Satisfaction encore dans le catering ferroviaire (21 % du chiffre d'affaires), avec le gain des marchés du train à grande vitesse au Maroc et en Arabie saoudite. Par ailleurs, au Royaume-Uni, un premier contrat prometteur a été initié avec Virgin.

« Depuis plus de dix ans, nous sommes en croissance, principalement organique, et avec un endettement financier nul, ce qui nous laisse de belles marges de manœuvre. Cela récompense notre compétitivité et notre capacité d'innovation », souligne Olivier Sadran, à la tête désormais de 32.000 salariés.

Géographiquement, l'Europe, en croissance de 10 %, reste le premier terrain de jeu (63 % de l'activité) et l'Afrique le deuxième (22 %). ■

## Intérim : en fusionnant, Actual et Leader franchissent la barre du milliard d'euros

### EMPLOI

Les deux enseignes donnent naissance ensemble au septième acteur du secteur.

Emmanuel Guimard  
— Correspondant à Nantes

L'annonce, ce mardi, de la fusion des groupes Actual et Leader marque une nouvelle étape dans la consolidation du marché français du travail temporaire en France. Un marché encore très atomisé avec plus de 1.800 acteurs. Le nouvel ensemble, avec un chiffre d'affaires dépassant le milliard d'euros, se présente désormais comme le septième acteur du secteur dans l'Hexagone. Actual

atteint 600 millions d'euros de chiffre d'affaires et Leader 500. Réunies, les deux enseignes forment un réseau de 350 agences animées par 1.650 salariés pour 130.000 intérimaires en mission.

Nées au début des années 1990, ces entreprises présentent certaines ressemblances en termes de taille et de culture. Actual s'est développé depuis son fief de Laval (Mayenne), et Leader depuis la région parisienne. Leurs emprises géographiques se complètent plus qu'elles ne se superposent. « Ce rapprochement intervient dans un contexte contraint », commente aux « Echos » le PDG d'Actual, Samuel Tual, lequel présidera la nouvelle entité, Actual Leader Group, tandis que le fondateur de Leader, Jean-Philippe Papin, en assurera la direction générale.

Si la loi travail, la réforme du Code du travail et celle de la formation professionnelle favorisent les besoins d'intermédiation, Samuel Tual pointe la suppression du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) qui pèsera en 2019 sur la performance et le prix des prestations du secteur. « Cela nous oblige à repenser notre modèle et notre chaîne de valeur en trouvant notamment des ressources sur l'ingénierie du parcours de formation », explique le dirigeant. A lui seul, le dispositif de formation d'Actual accompagne chaque année 4.100 salariés.

Les enjeux de la numérisation Malgré ce contexte, l'ambition des dirigeants du nouvel ensemble est de le porter dans les trois ans au Top 5 du secteur, et au premier rang parmi les acteurs indépendants. En

s'unissant, les deux groupes s'estiment en effet mieux armés pour faire face aux enjeux de la numérisation du secteur et contrer ainsi les pure players à l'offensive.

La fusion vise aussi à consolider le caractère patrimonial du groupe. Les deux dirigeants détiendront un bloc majoritaire contrôlant 70 % d'Actual Leader Group. La part des investisseurs (BNP Paribas, CM-CIC et Ouest Croissance) sera réduite à 20 % dans les trois ans pour faire monter celle des salariés, à hauteur de 10 %.

Enfin, la quinzaine d'agences Leader hors de France permet l'amorce d'un développement international. L'objectif est d'en compter 70 en 2021, pour représenter 20 % de l'activité du groupe. Dans le même temps, les acquisitions se poursuivront dans l'Hexagone. ■